

Analyse

La laïcité de Marine Le Pen s'arrête aux portes de l'école

Par [Jonathan Bouchet-Petersen](#) — 10 février 2017 à 07:29



Marine Le Pen sur France 2, invitée de l'Emission Politique, à Saint Cloud, le 9 février Photo Laurent Troude pour Libération

Sur France 2, la candidate du FN a réaffirmé sa volonté d'interdire le voile dans l'espace public. Mais dans le même temps, elle promet de développer les établissements hors contrat, au détriment de l'Education nationale.

- La laïcité de Marine Le Pen s'arrête aux portes de l'école

Etendre à l'espace public la loi de 2004. Autrement dit, interdire, non plus seulement à l'école mais dans la rue, le port d'un signe religieux «ostentatoire». Qu'on ne s'y trompe pas, dans l'esprit comme dans le discours de Marine Le Pen, cette proposition, réitérée par la candidate du FN [jeudi soir dans *L'Emission politique de France 2*](#), vise d'abord et quasi exclusivement le voile. Il s'agirait en fait d'appliquer au premier fichu venu, comme à toutes les nuances des foulards islamiques, le cadre de la loi de 2010 qui visait, elle, le voile intégral – pour un motif légal lié, on l'oublie souvent, non pas à la laïcité mais à un argument de sécurité publique : la dissimulation intégrale du visage. Vous avez aimé le psychodrame estival des Burkini ? Vous adorerez la chasse au voile un peu partout en France, à l'arrêt de bus comme à la sortie de l'école.

En interdisant le port du voile dans la rue – mais aussi, du coup de la kippa, de la croix catholique, etc. – la candidate du Front national, quitte à braquer les sphères chrétiennes de son camp, revendique une laïcité maximaliste qui lui permet de se poser au passage en émancipatrice en chef des femmes voilées. Mais ce républicanisme teinté de féminisme sert bien souvent de cache sexe à un seul objectif : la stigmatisation de l'islam et des musulmans. Et il est incohérent avec plusieurs autres propositions de Marine Le Pen.

Prenons par exemple l'éducation, socle républicain par excellence. En l'espèce, le débat qui a opposé jeudi soir sur France 2 la ministre Najat Vallaud-Belkacem à la présidente du Front national a été très éclairant. En toute logique, on s'attendrait à ce que l'école publique (et laïque) soit au cœur du programme de la candidate. Eh bien non. A l'instar de François «le chrétien» Fillon, elle prône de mettre le paquet sur l'enseignement libre hors contrat, qu'elle entend largement favoriser au détriment de l'école publique. Or de quoi s'agit-il ? En premier lieu de l'enseignement catholique tendance Manif pour tous, qui se porte déjà bien, mais aussi des écoles juives, plus ou moins orthodoxes, ou bien sûr des établissements musulmans, plus ou moins salafistes.

Il y a quelque chose de contradictoire à se proclamer d'une laïcité qui lave plus blanc que blanc sans mettre l'école publique au cœur de son projet (présidentiel) de société. Mais dès lors, on comprend mieux pourquoi les deux députés frontistes, comme Najat Vallaud-Belkacem l'a noté, n'ont pas voté les textes qui auraient pu permettre un contrôle a priori des établissements hors contrat. Et donc hors radars.

[Jonathan Bouchet-Petersen](#)